



Conférence de presse du lundi 15 décembre 2008

Une crise qui tue l'emploi

2. Revendications de la FGTE-CFDT

Une redistribution des richesses plus équitable

La relance de la croissance, la relance de l'emploi, passent par une redistribution des richesses produites. Neuf points de PIB sont passés des salariés aux actionnaires depuis une vingtaine d'années. Il faut inverser cette tendance, et non pas effectuer une redistribution entre salariés. Le degré d'inégalité atteint dans nos pays est devenu un frein à la croissance, il faut aujourd'hui rééquilibrer le partage des richesses au profit des salariés.

- **Non aux heures supplémentaires, oui à la RTT**

Il faut revenir sur les dispositions de la loi TEPA et cesser les attaques contre les 35 heures. Ce qui était déjà une erreur économique avant la crise ne peut qu'aggraver la crise actuelle. Alors même que l'activité recule, le nombre d'heures supplémentaires déclarées au 2^{ème} trimestre 2008, s'est accru de 6% par rapport au 1^{er} trimestre. Le résultat, ce sont des milliers de CDD et d'emplois en intérim qu'on a remplacé par des heures supplémentaires. Comme l'a dit François CHEREQUE lors du meeting au Zénith, « si certains doutaient que la réduction du temps de travail crée des emplois, aujourd'hui on a la preuve que l'augmentation des heures supplémentaires crée du chômage ».

D'ailleurs, l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale vient de publier les données détaillées des emplois et des salaires issues des déclarations d'entreprises du secteur privé. Le nombre de salariés est passé de 15,1 millions à 17,36 millions soit 2,2 millions de plus au cours de la période 1997 – 2002, bien davantage qu'au cours de la période 2002 – 2007 où il n'y a eu que 640000 salariés de plus.

Mais Sarkozy et son gouvernement maintiennent la dérégulation sociale, aucune remise en cause du « travailler plus pour gagner plus », bien au contraire, dans la Fonction publique, ils suppriment tous les plafonds qui limitent les heures supplémentaires au détriment de l'emploi.

Augmenter le volume d'emploi est le meilleur moyen de soutenir la consommation, la baisse de l'impôt sur le revenu ne pallie pas la faiblesse des salaires de ceux qui n'ont que cela pour vivre mais augmente les inégalités et alimente surtout l'épargne.

Conférence de presse du lundi 15 décembre 2008

Une crise qui tue l'emploi

- **Aider la création d'emploi et doper les négociations salariales**

Les exonérations de cotisations sociales devraient être conditionnées à l'aboutissement d'accords sur l'emploi, le temps de travail et/ou les salaires. Les exonérations liées aux heures supplémentaires ont coûté 1355 millions d'€ à la Sécurité Sociale sur les six premiers mois de l'année, auquel il faut rajouter les pertes d'impôts pour le Budget de l'Etat, soit au total, selon la ministre de l'économie, 4 milliards d'€. N'est-il pas choquant de financer avec de l'argent public des mesures qui détruisent de l'emploi ?

C'est la création d'emploi qu'il faut aider. Les 35 heures avaient permis la création de près de 400000 emplois pérennes. Dépenser de l'argent public pour aider les gens à travailler plus pour gagner plus, OUI, s'il s'agit d'en faire profiter les chômeurs, les salariés à temps partiel non choisis ou en intérim qui aimeraient travailler plus pour gagner plus !

La France détient un triste record, celui d'avoir le pourcentage le plus important en Europe de salariés au SMIC : l'Espagne 1%, la France 15%. Une des raisons en est que de nombreuses conventions collectives démarrent en dessous du SMIC. Revitaliser la négociation dans les branches professionnelles est une nécessité pour sortir de la crise en évitant le dumping social.

Dans la Fonction publique il n'y a pas eu d'accord depuis 1998. Sur le budget 2009, la masse salariale dans la Fonction publique évolue de 0,3% inflation non déduite. La mise en place de la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) n'intervient que pour compenser la perte de pouvoir d'achat constatée en intégrant les avancements d'échelon, de grade ou autres mesures catégorielles, ce qui revient à dire qu'il n'y a plus d'avancement. C'est la smicardisation d'un nombre croissant d'agents qui est en marche.

La SNCF propose une augmentation générale en dessous de l'inflation, et la mise en place d'une garantie individuelle sur le pouvoir d'achat (GIPA) qui comme dans la fonction publique, prévoit d'intégrer les déroulements de carrières, avancement d'échelon ou de grade, les réformes statutaires les améliorations du régime indemnitaire dans le maintien du pouvoir d'achat.

On ne peut pas ignorer non plus les difficultés des salariés privés d'emploi. Au-delà de la renégociation de la convention UNEDIC, qui doit permettre une extension de la couverture chômage, la FGTE-CFDT estime nécessaire une mobilisation exceptionnelle des fonds de la formation professionnelle, dont les reliquats pourraient servir à un accompagnement de la reconversion des salariés licenciés. Quant au RSA, la FGTE revendique son application dès janvier 2009.

Conférence de presse du lundi 15 décembre 2008

Une crise qui tue l'emploi

- **Utiliser pleinement les moyens de l'Etat pour réduire la facture sociale**

La bulle immobilière a été un facteur permissif de la crise financière. Entre 2000 et 2007, les prix de l'immobilier ont augmenté de 6 à 12% selon les pays, sauf en Allemagne où les prix sont restés stables depuis 10 ans en raison d'une offre importante de logement sociaux et des subventions accordées à la construction.

En France, le Budget du logement, secteur en crise pesant lourdement sur le budget des ménages voit son enveloppe diminuer de 6,9%. Comment comprendre que cet argent qui manque pour le logement social soit disponible pour sauver les banques. Investir dans le logement social, dans une France qui compte des millions de mal logés et des centaines de milliers de gens pas logés du tout pourrait être une bonne façon de retrouver de la croissance.

Le Gouvernement dispose de leviers pour soutenir immédiatement le pouvoir d'achat. Bloquer les loyers dans certaines zones, geler temporairement les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité, baisser la TVA sur certains produits de première nécessité devient urgent dans ce contexte de crise économique avec un chômage en forte augmentation, un recours massif au chômage technique, un pouvoir d'achat en forte régression.

Au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, avec le Grenelle de l'environnement qui s'éloigne, ce sont les suppressions d'emplois qui se poursuivent avec 1400 postes de moins en 2009. Derrière ces suppressions d'effectifs, ce sont des missions de service public qui disparaissent comme l'ingénierie public concurrentielle.

L'envolée du chômage rend nécessaire le développement de l'emploi public. Le ralentissement de l'économie impose d'investir dans un service public rénové porteur de justice sociale et de développer la présence des services publics dans les territoires. Il faut en particulier relancer un véritable plan « banlieue » et un programme d'infrastructures de transport cohérent avec les objectifs du Grenelle et articulé avec un programme d'investissements au niveau européen.

Le Président de la République appelle à l'unité nationale, mais il maintient la baisse du Budget sur le logement, sur l'emploi, il maintient les réductions d'effectifs dans la Fonction publique, mais pas question de supprimer le paquet/bouclier fiscal. Pour la FGTE-CFDT, l'unité nationale implique que les efforts soient partagés : la suppression du bouclier/paquet fiscal pour affecter les sommes ainsi dégagées sur des politiques d'accompagnement social est un minimum !

Conférence de presse du lundi 15 décembre 2008

Une crise qui tue l'emploi

- **Pacte social européen**

La réunion des chefs d'Etat de la zone euro du 12 octobre 2008 a surtout montré l'absence de politique européenne coordonnée pour relancer l'économie, apporter des réponses sociales concrètes aux populations, salariés et chômeurs. Dans une lettre ouverte du 13 novembre 2008, adressée au Président de la République qui assure la présidence de l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année, la FGTE-CFDT a demandé l'organisation d'un sommet européen sur la gouvernance sociale. L'absence d'initiative de la présidence française sur ce sujet restera un fait marquant de la gestion de cette crise.

La plupart des secteurs de la Fédération sont impactés par les politiques de libéralisation mises en œuvre par l'Union européenne. La FGTE-CFDT revendique depuis des années une régulation sociale, assise sur des normes européennes et internationales, l'organisation d'une convergence des salaires minimum en Europe pour mieux garantir les rémunérations, l'obligation de reprise des personnels en cas de transfert d'activité, l'adoption de dispositions réglementaires dans les domaines social, technique, de sécurité sont pour la FGTE-CFDT des priorités.

La FGTE-CFDT estime que la crise actuelle ne doit pas servir de prétexte à un recul des ambitions de l'Union européenne sur son modèle social ou en matière de lutte contre le réchauffement climatique, notamment dans le domaine des transports. L'Union européenne est également le niveau où devraient se prendre les initiatives permettant une véritable régulation du système financier.